

L'étouffement administratif



Steeves Emmenegger*

Ainsi que je le regrettais dans ma dernière chronique, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a produit récemment une nouvelle directive visant à renforcer le strict enregistrement des heures de travail des salariés. Cette tendance aux exigences de conformité administrative, qui va trop souvent à l'inverse d'un contexte de travail axé sur la performance, risque de se renforcer bientôt avec le retour des contingents souhaité par les auteurs de l'initiative «Contre l'immigration de masse» votée le 9 février dernier.

L'argumentation des initiateurs, plutôt simpliste, a malgré tout suffi à convaincre une population pourtant très peu confrontée aux contraintes des grands pôles économiques du pays. Le recours à la main-d'œuvre étrangère, même si elle rend notre économie florissante, laisserait trop d'autochtones sur le carreau... Trop tard pour argumenter encore.

Intéressons-nous plutôt à une des très probables conséquences de cette regrettable décision. Au-delà de la question politique, avec le retour prévu des contingents, c'est à nouveau une couche administrative de plus que nous tartinons allègrement sur des entreprises qui commencent gentiment à s'asphyxier.

Il faudra certainement prouver que la fonction à repourvoir ne peut pas l'être avec du personnel indigène idéalement au chômage, établir une demande de permis de travail en trois exemplaires, la soumettre à une commission ad hoc, activer le réseau pour sensibiliser ladite commission à sa problématique, attendre sa décision.

Et, le cas échéant, faire recours. On allonge et on alourdit le processus de recrutement dans un contexte où il y a pénurie de main-d'œuvre depuis 2010 (selon le Seco), principalement à cause du fait que les nouvelles générations sont moins nombreuses que les baby-boomers.

Mais aussi parce qu'il y a un écart certain entre les compétences recherchées par les entreprises et celles qui sont disponibles aux offices régionaux de placement. Ajoutons à cela la judiciarisation grandissante de notre environnement qui concourt, elle aussi, à cette inflation.

Cette question des lourdeurs administratives est un problème largement sous-estimé, qui plombe notre compétitivité: dans nos entreprises et organisations, de plus en plus de gens pourtant bien formés passent une partie croissante de leur temps à des tâches administratives sans valeur ajoutée.

Cette dérive administrative sournoise, qui privilégie la confiance dans l'organisation au détriment de celle qu'il faudrait placer dans les femmes et les hommes qui la composent, provoque un autre problème potentiellement encore plus préoccupant: elle limite les acteurs dans leur capacité à faire des choix pertinents, à garder une marge de manœuvre, à s'adapter.

Pourtant, la possibilité de s'approprier ses tâches, de les traiter avec sa touche personnelle est un des éléments clés de la motivation.

Dans ces périodes d'incertitudes et de farouche compétition, il semblerait judicieux de concentrer nos ressources sur des activités créatrices de valeur et de mobiliser tout le potentiel de nos collaboratrices et de nos collaborateurs, ces gains de compétitivité liés à l'efficiences administrative étant plus faciles à réaliser que de gérer la force du franc, par exemple.

* Steeves Emmenegger, fondateur d'Emmenegger compétences conseils et de SCAN Swiss Competencies Assessment Network